

Compte rendu du 2^{ème} comité de suivi de l'étude

« Mise en place d'un système de suivi et d'évaluation de l'évolution de la biodiversité, en lien avec l'évolution de la gestion de l'eau »

le 15 février 2012, à Luçon, dans les locaux de l'EPMP

Ordre du jour

Phase 1 :

- Bilan de l'analyse et de la collecte de l'existant
- Avancée des réflexions pour la mise en place d'un suivi global de la biodiversité

Phase 2 :

- Avancée des réflexions sur le protocole de suivi
- Présentations des sites potentiels
- Démarches à venir

Etaient présents

Gilles Chourré	IIBSN
Françoise Peyre	DREAL Pays de la Loire
Christophe Barbarin	ONEMA
Edouard Onno	DDT 79
Jean-Marie Sérandour	DDT 79
Jean-François Morel	DDT 79
Philippe Rouillier	DDT 79
Cédric Belluc	SYHNA
Patrick Blanchard	SYHNA
Nadine Pelon	Chambre d'Agriculture 85
Serge Gelot	Chambre d'Agriculture 85
Thierry Groult	DDTM 85
Denis Clemenceau	Fédération des Syndicats de marais
Pascal Mege	SAGE du Lay
Fabrice Enon	Syndicat mixte VSA
Maggy Grila	CG 85
Dominique Giret	Parc du Marais Poitevin
Alain Texier	Parc du Marais Poitevin
Emmanuel Joyeux	ONCFS – RN Baie de l'Aiguillon
Sébastien Mériaux	Chambre d'Agriculture 17
Jean-Pierre Guéret	LPO Marais Poitevin
François-Marie Pellerin	CDMP
Albert Noireau	DREAL Poitou-Charentes
Jean-Marc Paillisson	CNRS - Université Rennes I
Anne Bonis	CNRS - Université Rennes I

Céline Membrey
Benoit Marion
Christian Soismier
Jérôme Mansons

Université Rennes I
Université Rennes I
EPMP
EPMP

Etaient excusés

F. Mitteau (EPMP)
S. André (AELB)

Documents distribués en début de réunion : carte localisant 10 + 7 sites identifiés par l'EPMP pour la conduite de la phase 2 et bibliographie provisoire des études identifiées pour la phase 1

Compte-rendu

La réunion est conduite par M. Christian Soismier, Directeur adjoint de l'EPMP, qui souhaite la bienvenue à chacun dans les nouveaux locaux de l'Etablissement à Luçon. Il rappelle que les missions de l'EPMP sont centrées autour de la gestion de l'eau et de la biodiversité du Marais poitevin. Après un tour de table, la parole est ensuite transmise à M. Jérôme Mansons qui s'attache, en guise d'introduction de la réunion à rappeler le contexte de l'étude confiée à l'Université de Rennes 1.

Cette étude est liée à la disposition 7C4 du SDAGE 2010-2015 (gestion de l'eau pour le bon fonctionnement de la zone humide et l'intérêt de sa biodiversité). La maîtrise d'ouvrage de l'étude a été confiée par la Préfecture de Région Poitou-Charentes à l'EPMP lors du premier comité de suivi le 05 décembre 2011.

Deux phases constituent l'étude en question, appelées ensuite 'phase 1 et phase 2' :

- La première phase a pour objet de définir les conditions de mise en œuvre d'un suivi global de la biodiversité, suivi s'inscrivant sur le long terme, en cherchant à évaluer les divers facteurs d'influence de l'évolution de la biodiversité (pas exclusivement la gestion de l'eau),
- La seconde phase vise à proposer un protocole, à court/moyen terme, permettant d'apprécier les relations entre les modifications de gestion de l'eau (appréciées d'un point de vue quantitatif) dans le cadre du SDAGE et l'évolution de la biodiversité

Les objectifs de cette étude coïncident avec les objectifs de l'EPMP :

- avoir un regard objectif (notion de « thermomètre ») sur l'évolution de la biodiversité dans le marais,
- disposer d'outils pour guider son action dans les domaines de l'eau et de la biodiversité,
- disposer d'un outil de suivi qui soit opérationnel

J. Mansons rappelle les deux chantiers ouverts lors du dernier comité de suivi qui s'est tenu à Fontenay-le-Comte :

- un questionnaire (phase 1) précisant les informations nécessaires à la caractérisation des suivis existant sur la biodiversité et des paramètres environnementaux associés, a été diffusé et mis en ligne fin novembre. Ce questionnaire a pour vocation de faire le point sur l'existant.
- un appel à propositions de secteurs pour la phase 2 du projet, propositions qui devaient être argumentées au regard des critères identifiés comme favorables par l'Université de Rennes I.

C. Membrey, de l'Université de Rennes I, présente ensuite l'avancée dans la récolte des informations sur les suivis existants. Des rencontres ont eu lieu avec l'observatoire du patrimoine naturel du PIMP et avec l'IIBSN, ont également été pris des contacts avec d'autres acteurs du territoire. La liste des études collectées par l'Université de Rennes 1 est transmise à tous les membres présents à la réunion.

Il reste encore des suivis non caractérisés sur le plan des habitats ou des localisations de suivi, tous les organismes contactés n'ayant pas répondu ou fourni les informations requises. Un questionnaire simplifié a alors été élaboré depuis janvier pour faciliter la portée à connaissance. L'Université de Rennes 1 pourra prendre en compte les suivis existants qui lui seront transmis d'ici la fin du mois de février.

Un état d'avancement des réflexions sur le protocole de suivi global a ensuite été présenté (voir présentation jointe). Un large panel d'habitats d'intérêt a été identifié et soumis à discussion.

Une discussion s'engage sur les types d'habitat à retenir dans le cadre de ce suivi global. Les intervenants s'accordent à considérer que tous les habitats proposés doivent effectivement faire l'objet d'un suivi de leur biodiversité. A Texier (PIMP) signale que tous les habitats littoraux sont en site Natura 2000 et E Joyeux (ONCFS - RN Baie de l'Aiguillon) signale que ces habitats (notamment les mizottes) font l'objet de suivis, actualisés dans le cadre du plan de gestion de la réserve. L'importance de la Baie de l'Aiguillon, par ses interrelations avec le reste du marais Poitevin est soulignée. C'est également la position de FM Pellerin (CDMP) et JP Guéret (LPO). FM Pellerin fait remarquer que le recueil de données autres que dans le cadre de l'observatoire du patrimoine naturel du PIMP est assez limité, remarque à laquelle A Bonis répond en précisant que la prise en compte, par exemple, des habitats littoraux montre qu'il ne s'agit en rien d'un doublon du travail réalisé par l'Observatoire du patrimoine naturel du PIMP.

En ce qui concerne les informations sur les suivis existants :

JP Guéret (LPO) et E Joyeux (Réserve de l'Aiguillon) s'engagent à apporter des compléments d'informations (méta-données) avant la fin du mois de février. JP Guéret précise qu'il serait opportun de distinguer les prairies temporaires des prairies permanentes.

Christophe Barbarin (ONEMA) évoque le suivi anguille qui permet l'apport d'informations sur les autres espèces de poissons également et qui est réalisé sur 27 stations depuis près de 10 ans. Ce travail sera maintenu dans le cadre du plan « Anguille » et s'inscrit donc sur le long terme. Le porteur local est le PIMP. Dominique Giret confirme que les informations relatives à ce suivi poissons parviendront sous peu à l'Université de Rennes.

Serge Gelot (CA 85) fait remarquer que les variations de niveaux d'eau qui vont évoluer dans le cadre du SDAGE peuvent modifier l'exploitabilité des milieux et, en conséquence, modifier ensuite les milieux eux-mêmes. Cette remarque permet de faire la transition vers la présentation sur la phase 2 du projet.

Il est décidé que les deux formats de questionnaires, initial et simplifié, seront envoyés à tous les participants à la réunion. A. Bonis (Université de Rennes 1) rappelle cependant que les informations peuvent également être formulées sous un autre format si cela paraît plus aisé. Elle souligne qu'il serait très utile que les variables environnementales éventuellement collectées sur le terrain lors de la réalisation des suivis soient signalées.

B. Marion de l'Université de Rennes 1 présente ensuite les critères de choix identifiés pour guider la sélection des sites pour la phase 2 en l'illustrant avec quelques exemples.

L'analyse des changements de niveaux d'eau et de biodiversité devra être conduite à la fois (i) entre sites, pour une même année et (ii) entre années pour chacun des sites. Les sites choisis devront idéalement représenter différentes situations de gestion de l'eau à l'état actuel et en référence aux objectifs du SDAGE.

Il présente ensuite la démarche proposée pour le choix des bioindicateurs. En l'absence de connaissances précises des changements hydrologiques attendus, ces propositions restent générales (voir document joint).

Après cette présentation, une discussion s'engage sur la démarche proposée.

FM Pellerin (CDMP) demande si les variations de gestion de l'eau concernées sont uniquement celles fixées dans le SDAGE ou si les dispositions existantes ou à venir dans le cadre des SAGE sont également visées.

J. Mansons (EPMP) répond que c'est l'ensemble de ces dispositions, articulées autour du SDAGE (notamment *via* les niveaux d'eau : NOEd, NOEf & NCR fixés par les CLE et inscrits dans les SAGE), dont les effets sur la biodiversité doivent être appréciés via le protocole de suivi de la 'Phase 2'.

JF Morel (DDT79) indique que dans les propositions de secteurs se trouvent des sites où les niveaux d'eau actuels sont proches des objectifs du SDAGE et du SAGE et peuvent constituer des sites 'référence'.

L'Université de Rennes 1 souligne qu'il sera en effet particulièrement judicieux de choisir des sites dont la gestion de l'eau actuelle est à des 'distances' variables des objectifs.

JP Guéret (LPO) souligne :

- que de tels sites de 'références' existent également dans le marais desséché (cf réserves naturelles, communaux), sites sur lesquels des suivis de biodiversité sont disponibles depuis de nombreuses années.
- que le protocole présenté reste encore largement à préciser, mais que ce n'est pas l'objet de la réunion de ce jour. Il est fait référence notamment à l'intérêt d'intégrer l'avifaune nicheuse.

C. Barbarin (ONEMA) attire l'attention sur l'intérêt de prendre en compte les ouvrages hydrauliques, sachant que des effets de confinement, et les fortes conductivités qui les accompagnent, impactent la réponse de la biodiversité.

A. Texier (PIMP) souligne qu'il est également important de veiller à des éléments de qualité de l'eau (*cf.* phytosanitaires) qui, dans certaines zones, peuvent conduire à des impacts sur les bioindicateurs choisis.

S. Gelot (CA 85) souligne l'importance de se rapprocher des exploitants dès que les sites de suivi auront été choisis, notamment pour connaître les variations d'usage au cours des saisons. Il indique également qu'il peut y avoir des effets indésirables de la variation des niveaux d'eau (augmentation de la connectivité) comme l'expansion d'espèces végétales invasives, notamment avec le développement de formes terrestres. Il suggère de se rapprocher des réseaux de suivis dédiés *cf* Chambre régionale d'agriculture (ZNA), plantes envahissantes, suivis qualité de l'eau, etc.

S. Mériaux (CA 17) suggère que les diagnostics sur les prairies qui sont réalisés pour tout dossier de contractualisation de MAE (soit 5000 ha chaque année) puissent contribuer à la répétitivité des suivis de biodiversité.

A. Texier (PIMP) signale cependant que ces diagnostics sont rapides et ne constituent donc pas de véritables relevés de végétation. Ils sont par ailleurs réalisés avant le 15 mai, à un moment encore trop précoce pour l'expression de la biodiversité végétale.

F. Enon (SMVSA) demande si les résultats de ce suivi vont conduire à préconiser les modalités de gestion de l'eau. J. Mansons (EPMP) répond que non, pas de manière directe, ce dispositif de suivi prévu par le SDAGE n'a pas vocation à remplacer les démarches de négociation et de zonage qui conduiront à définir les niveaux d'eau pour les différentes unités hydrauliques cohérentes (enjeux environnementaux d'une part et enjeux économiques d'autre part). Il s'agit avant tout d'un dispositif d'observation permettant d'évaluer les impacts sur le milieu des principes de gestion énoncés par le SDAGE (cotes piézométriques, niveaux d'eau aux points nodaux et zonage).

Le choix d'un site en tant que tel ne doit pas induire de modifications de la gestion hydraulique parce que le site a été retenu. Les modifications de gestion entrent dans le champ d'un autre chantier, plus vaste, lié au plan d'action pour la zone humide.

Suite à cette question, C. Soismier (EPMP) revient sur l'idée du thermomètre. Par ce suivi, on cherche à mesurer l'effet des variations de niveaux d'eau sur la biodiversité.

J. Mansons (EPMP), présente ensuite les sites 'potentiels' où pourraient être réalisés les suivis de la phase 2 du projet en précisant que les habitats sélectionnés seront les prairies et les habitats aquatiques (canaux I, II et III).

Il rappelle les critères de sélection, et précise qu'une quarantaine de sites ont été proposés au total par les membres du comité de suivi. Sur cette base, l'EPMP propose une liste composée de 10 à 17 zones où les suivis 'phase 2' pourraient être localisés (liste transmise aux participants de la réunion). Un nombre réduit de sites de suivi, de l'ordre de 10, permet de maximiser la faisabilité financière des suivis dans la durée. Le suivi ne se fera que sur quelques parcelles des zones identifiées. En effet, ce n'est pas l'ensemble des unités hydrauliques cohérentes pré-sélectionnées qui sera concerné par le suivi.

Il est maintenant prévu que la caractérisation du régime hydrique actuel soit affinée sur ces zones et que l'on vérifie si des données de biodiversité y sont disponibles. Ces informations permettront à l'Université de Rennes 1 de développer des protocoles de suivi précis puis de préciser les coûts du suivi préconisé pour aboutir au choix définitif des sites par l'EPMP. Les informations quant aux niveaux d'eau et de gestion agricole seront recherchées en se rapprochant des syndicats de marais et des exploitants. Sur les sites sélectionnés, un conventionnement avec l'EPMP sera proposé afin de décliner les modalités des suivis qui seront mis en œuvre (+ charte de bonne conduite). Le respect de la propriété sera bien évidemment assuré. Une restitution des résultats du suivi et de leur interprétation sera proposée aux gestionnaires comme à toute personne intéressée.

Le travail qui va être entrepris maintenant sans tarder consiste à affiner le choix des parcelles et des linéaires de canaux à sélectionner.

Denis Clemenceau (fédération des syndicats de marais) : sur quelle durée le suivi est-il prévu ?

Une discussion s'engage sur ce point. Les intervenants s'accordent à considérer qu'une durée d'environ 5 années est un minimum, en considérant les 5 années de suivi à partir du moment où l'objectif visé pour les niveaux d'eau est atteint. Cette durée permet de faire la part des choses entre les contrastes liés aux paramètres climatiques et à la gestion étudiée.

S. Gelot (CA 85) : la mise en place des programmes de substitution est plus ou moins avancée selon les secteurs. Dans le cas des réserves de substitution qui seront mises en place plus tardivement, ce suivi permettra de voir leurs effets sur les niveaux d'eau et sur la biodiversité.

FM Pellerin (CDMP) demande à ce que la liste des propositions des sites et secteurs qui sont parvenus à l'EPMP pour la phase 2 du suivi soit jointe au compte-rendu.

JP Guéret (LPO) considère qu'en concentrant le suivi phase 2 sur les prairies et canaux, on risque de perdre des informations.

J. Mansons (EPMP) répond en soulignant que la phase 1 du projet ('suivi global') doit permettre d'appréhender l'ensemble des habitats. La phase 2 est volontairement restreinte aux habitats prairiaux et aux canaux pour optimiser les chances de résultats sans se disperser. Par ailleurs, compte-tenu du contentieux communautaire, il semble pertinent de se focaliser en priorité sur la qualité écologique des prairies naturelles.

JP Guéret (LPO) : Préciser les bioindicateurs choisis est indispensable pour permettre aux naturalistes de contribuer par leurs connaissances du terrain.

A. Noireau (DREAL PC) suggère de rédiger des fiches protocole simplifiées pour une bonne appropriation par les opérateurs. A. Bonis précise que ceci est prévu.

A. Noireau (DREAL PC) précise également que la végétation des berges est un bon candidat en tant que bioindicateur en raison de changements rapides décelables en lien à la gestion des niveaux d'eau.

S. Gelot (CA 85) rappelle qu'il est important d'associer les associations professionnelles et de raisonner le choix des parcelles pour le suivi en ayant en tête leur statut de propriété (public ou privé) et le niveau de morcellement parcellaire qui peut conduire à multiplier les conventions.

S. Mériaux (CA 17) demande à ce que les hypothèses de suivi soient détaillées pour gagner en lisibilité.

L'Université de Rennes 1 indique que ce travail sera réalisé lorsque les changements attendus en matière de niveaux d'eau seront bien caractérisés pour chaque site de suivi.

E. Joyeux (ONCFS - RN Baie de l'Aiguillon) annonce que la réserve veillera à la cohérence entre les préconisations de la phase 1 de cette étude et les modalités de suivi de la biodiversité qui seront déclinées dans le nouveau plan de gestion de la réserve.

A. Texier et D. Giret (PIMP), en référence aux suivis dans la phase 1, interrogent l'EPMP sur l'avenir de l'observatoire du patrimoine naturel existant et animé par le PIMP, le rôle de structure animatrice et l'articulation avec les travaux qui découleront de l'étude en cours.

J. Mansons (EPMP) répond que l'Observatoire montre ici tout son intérêt et doit se trouver consolidé par l'étude en cours. L'animation des suivis engagés (phase 1) ne sera pas assurée par l'EPMP dont l'équipe restera d'effectif réduit. En ce qui concerne l'articulation phase 1/ phase2, c'est un point très important. Il est souhaitable que les sites choisis pour la phase 2 soit également des sites suivis dans le protocole phase 1. L'identification des données de biodiversité disponibles sur le territoire (phase1) contribuera au choix des sites pour la phase2.

D. Giret (PIMP) rappelle l'importance des informations disponibles dans « l'étude des territoires stratégiques ». Il propose que ces données soient mises à profit pour caractériser le fonctionnement hydraulique des sites potentiels.

J. Mansons annonce que le projet va maintenant avancer en considérant en priorité les dix secteurs retenus en première sélection, de façon à les caractériser au plus vite. Des modifications de sites peuvent être envisagées dans des délais courts si la présélection n'est satisfaisante.

En conclusion de la réunion, C. Soismier annonce un prochain comité de suivi qui aura pour objet de présenter plus en détail les modalités de suivi de la biodiversité dans les sites qui auront été retenus.

La date n'est pas fixée à ce stade. Les membres du comité de suivi seront invités par courrier ou par voie électronique.

PJ : tableau descriptif des sites retenus pour la mise en œuvre du protocole de la phase 2.